

Réélection d'Emmanuel Macron : les aménageurs réagissent



L' Union Nationale des Aménageurs (UNAM) a félicité ce mardi le président Emmanuel Macron pour sa réélection, et profité de l'occasion pour exprimer ses attentes pour le second mandat. Elle demande notamment d'accélérer la décentralisation pour une politique d'aménagement du territoire plus en accord avec les spécificités des territoires, et d'être davantage intégrée aux débats sur le logement.

Fin mars, l'Union Nationale des Aménageurs (UNAM) s'inquiétait des potentielles dérives du Zéro Artificialisation Nette (ZAN) des sols et alertait sur une crise du logement en France, avec une pénurie de l'ordre de 150 000 logements par an et environ 10 000 communes carencées .

Pour une politique écologique adaptée aux besoins des territoires

Alors qu'Emmanuel Macron vient d'être réélu président de la République pour 5 ans, et qu'il a d'ores et déjà annoncé vouloir confier à son prochain Premier ministre la planification écologique, l'UNAM salue cette initiative et appelle de ses voeux une politique de transition écologique en accord avec les besoins des territoires.

« L'UNAM s'associe à cette ambition en adéquation avec la feuille de route décarbonation de la "chaîne de valeur" de l'aménagement que nous sommes en train de co-construire pour permettre de lancer dès aujourd'hui des opérations qui auront un impact dans 10 ans », explique François Rieussec, président de l'union.

L'organisation professionnelle souligne toutefois que « l'écologie ne doit pas être déclarative ni punitive, mais efficace ». Ainsi, elle demande de sortir de la logique comptable en faveur d'une « pensée aménagiste ». Elle appelle notamment à



revoir les modalités de mise en oeuvre de [la loi Climat et Résilience](#) , qui, selon elle, risque d'accentuer la raréfaction du foncier et la hausse des prix.

Accélérer la décentralisation

L'[UNAM](#) appelle également le président réélu à mettre en oeuvre la décentralisation annoncée dans son programme. « *Aujourd'hui, il est temps d'agir pour accélérer cette décentralisation afin de permettre aux élus et aux collectivités de bénéficier d'une autonomie en matière de construction alors même que les territoires disposent de spécificités propres afin de mieux loger les Français* », souligne François [Rieussec](#).

Enfin, alors que le pays fait face à l'inflation, l'[UNAM](#) souhaite être intégrée dans les débats sur le pouvoir d'achat lors de la grande conférence sociale prévue à l'été, et notamment être consultée sur tout ce qui touche au logement, dans un contexte où les prix de l'immobilier et [les coûts de construction flambent](#) .